



Annexe 3 - Fiche action "Accompagnement au changement de pratiques en faveur de l'économie circulaire sur les territoires franciliens"


du "[guide méthodologique de mise en œuvre](#)" du Programme régional FEDER-FSE+ 2021-2027

Fonds	FEDER
Priorité 2	Soutenir la transition écologique et vers une économie circulaire en Île-de-France.
Objectif spécifique 2.6	Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources.
Type d'action 2.6-1	Accompagnement à la création de boucles locales et au changement de pratique en faveur de l'économie circulaire sur les territoires franciliens
Principaux critères de sélection des projets	
Projets financés	<ul style="list-style-type: none"> - Le soutien aux actions d'accompagnement des territoires franciliens visant à les engager dans une démarche d'économie circulaire ; - Le soutien aux actions de développement de boucles locales d'utilisation des ressources ; - Le soutien aux actions d'animation, d'accompagnement à la prise en main d'outils, de logiciels, de machines, d'outillage, de sensibilisation, d'information, de montage d'opérations collectives pour accélérer la transition vers une économie circulaire ; - Le soutien aux actions permettant de prendre en compte les principes de l'économie circulaire dans la conception et la réalisation des projets, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, intégrant leur usage et leur fin de vie ; - Le soutien à l'acquisition de bâtiments ou foncière, dans le respect de l'article 64 du règlement 2021/1060 (coût du bâti ou du foncier limité à 10 % du coût total éligible du projet).
Porteurs de projets (groupes cibles)	<ul style="list-style-type: none"> - Collectivités territoriales - Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). - Etablissements publics, dont les groupements d'intérêt public. - Sociétés publiques locales. - Sociétés d'économie mixte. - TPE, PME, leurs fédérations, les groupements d'intérêt économique et les structures de l'économie sociale et solidaire. - Pôles de compétitivité. - Associations et fondations. - Bailleurs sociaux.
Temporalité	<p>Réalisation des opérations à partir du 1^{er} janvier 2023.</p> <p>Durée de réalisation de l'opération : entre 12 et 48 mois sauf dérogation exceptionnelle justifiée par l'AG.</p>
Périmètre géographique	Île-de-France.

Mode de financement	Subvention.	
Prise en compte des priorités transversales	L'opération doit contribuer aux quatre priorités transversales suivantes : - veiller au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des fonds ; - prendre en compte et favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre ; - prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap (notamment par la prise en compte de l'accessibilité pour les personnes handicapées), l'âge ou l'orientation sexuelle ; - promouvoir le développement durable.	
Analyse de la faisabilité	La faisabilité de l'opération est analysée au regard de : - la capacité financière de l'opérateur à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de l'aide FEDER ; - la capacité de l'opérateur à mettre en œuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FEDER ; - la capacité de l'opérateur à respecter les obligations de l'Union européenne en matière de visibilité, de transparence et de communication ; - la capacité de l'opérateur à contribuer à l'atteinte des indicateurs de réalisation et de résultat.	
Modalités de mise en œuvre		
Taux d'intervention FEDER	Le taux d'intervention du FEDER doit être compris entre 30 % minimum et 40 % maximum du coût total éligible de l'opération au moment du dépôt de la demande de subvention et à l'issue de l'instruction après ajustement éventuel du plan de financement. Un taux différent pourra éventuellement être appliqué sur dérogation expresse de l'autorité de gestion.	
Coût total éligible	Le coût total éligible retenu par l'autorité de gestion ne peut pas être inférieur à 400 000 € pour une opération cofinancée sur 48 mois (soit au minimum 100 000 € par tranche annuelle), sauf dérogation exceptionnelle dûment justifiée.	
Options de coûts simplifiés (OCS)	OCS réglementaires	15 %, 20 %, 40 % ou 1720 heures. Ces options de coûts simplifiés réglementaires sont développées dans la Partie 3, Fiche méthode 2 " <i>Le financement et le paiement de l'aide européenne</i> ".
	OCS spécifiques	Sans objet.
Principaux postes de dépenses éligibles	Les critères d'éligibilité des dépenses sont précisés dans la Partie 3, Fiche méthode 2 « Le financement et le paiement de l'aide européenne ». Ces critères seront également rappelés dans les appels à projets. - Études, - Dépenses d'investissement : travaux, équipement, - Prestations intellectuelles, prestations de services, - Dépenses de personnel, - Dépenses de communication. Hormis les exceptions validées par l'autorité de gestion, les dépenses de fonctionnement qui ne sont pas exclusivement dédiées à l'opération ainsi que les dépenses inférieures à 250 € sont intégrées dans un taux forfaitaire (15 % ou 40 %).	
	Au moment du dépôt de la demande	Les différentes pièces justificatives sont listées dans les annexes qui recensent les pièces obligatoires au dépôt de la demande d'aide et au moment de l'instruction. Elles seront également spécifiées dans les appels à projets, ainsi que les pièces spécifiques pour chaque thématique.

Justificatifs à produire		
	Au moment de la remontée des dépenses	Les différentes pièces justificatives sont listées dans la Partie 3, Fiche méthode 2 " <i>Le financement et le paiement de l'aide européenne</i> " ainsi que la Fiche méthode 3 " <i>Les justificatifs participants et destinataires finaux</i> ".

Attention : Le service instructeur conserve tous les documents dans un dossier unique. Cette obligation s'applique aussi au bénéficiaire de la subvention. **En cas de contrôle, ils devront être en mesure de les fournir.**

Aides d'Etat	<p>Le cadre réglementaire général en matière d'aides d'Etat est précisé au sein de l'annexe n°8 "<i>Fiche généralités aides d'Etat</i>" du "<i>guide méthodologique de mise en œuvre</i>".</p> <p>L'application de la réglementation relative aux aides d'Etat se fait au moment de l'instruction et de l'octroi de chaque financement lorsque la mesure d'aide est susceptible d'être qualifiée d'aide d'Etat au sens de la réglementation européenne. Si le porteur est soumis à cette réglementation compte tenu de son statut, de son activité, de la nature de l'opération et de la mesure d'aide, l'autorité de gestion vérifiera si l'aide est compatible avec les règles européennes.</p> <p>La ou les base(s) juridique(s) exposée(s) ci-dessous constituent une indication pour l'analyse de cette compatibilité et n'engage(nt) pas l'autorité de gestion sur la qualification définitive des projets de subventions au regard de la réglementation des aides d'Etat. Il s'agit d'une indication purement informative sans valeur juridique. Seule la décision finale d'octroi engage l'autorité de gestion sous réserve que le porteur respecte l'ensemble des conditions générales et particulières régissant la mesure d'aide.</p> <p>Base juridique (susceptible d'évoluer en cours de programmation) :</p> <p>Les projets qualifiés hors aides d'Etat, ne respectant pas l'un des cinq critères de l'analyse aide d'Etat, se feront au cas par cas après instruction du dossier au regard de la communication sur la notion d'aides d'Etat (2016/C262/01).</p> <p>Les projets entrant dans le champ des aides d'Etat pourront être soutenus sur la base d'un des textes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, modifié par le Règlement (UE) n° 2023/1315 de la Commission du 23 juin 2023. - SA.111726 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026. - SA. 111723 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur de la recherche, du développement et de l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026, - Règlement (UE) n° 1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, modifié par le règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023. - Règlement (UE) n° 360/2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, modifié par le règlement (UE) n° 2023/2832 de la Commission du 13 décembre 2023. - Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises² chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. En cas d'application du régime SIEG, l'existence d'un mandat et l'absence de surcompensation devront être vérifiées par le service instructeur de l'AG. 	
		Si l'opération est soumise à un régime d'aide d'Etat, la règle de l'incitativité de l'aide s'applique (sauf exceptions).
	<p>Ce principe vise à garantir que l'aide constitue une incitation à développer des activités ou projets nécessaires et à exclure les aides en faveur d'activités que le bénéficiaire entreprendrait de toute façon, même en l'absence d'aide.</p>	

	<p>Ainsi, pour démontrer cet effet incitatif, le porteur de projet doit présenter une demande d'aide avant le début des travaux liés au projet ou à l'activité en question, qui contient au minimum les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et la taille de l'entreprise ; - une description du projet, de sa durée et de sa localisation ; - une liste des coûts du projet ; - le type d'aide demandé et son montant. <p><i>Si cet effet n'est pas démontré, alors l'aide n'est pas autorisée.</i></p>
Commande publique	<p>Il est nécessaire de vérifier la nature juridique de la structure porteuse du projet.</p> <p>Les personnes morales de droit public sont soumises aux règles de la commande publique (Etat, collectivité territoriale, etc..).</p> <p>Cas des personnes morales de droit privé soumises à la commande publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes morales de droit privé, créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et dont : <ul style="list-style-type: none"> a) soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ; b) soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ; c) soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur. - les organismes de droit privé constitués par des pouvoirs adjudicateurs dans l'objectif de réaliser certaines activités en commun. <p>Pour les porteurs de projet non soumis au code de la commande publique</p> <p>Si le porteur de projet a une procédure interne d'achat, ce sont ces règles qui s'appliquent. Il est nécessaire de la transmettre au service instructeur. A défaut les règles ci-dessous s'appliquent :</p> <p>Les porteurs de projet doivent respecter l'obligation de mise en concurrence pour tout achat de biens, de fournitures ou de services figurant en dépenses directes dans le plan de financement, supérieur ou égal à 1 000 € HT.</p> <p>La mise en concurrence est justifiée par la fourniture d'au moins trois demandes de devis, le(s) devis fournis et une trace écrite de la sélection du candidat (si l'offre choisie n'est pas la moins-disante).</p> <p>Pour les porteurs de projet soumis au code de la commande publique</p> <p>Pour les marchés d'une valeur estimée à moins de 40 000 € HT (seuils qui sont amenés à évoluer), l'acheteur public a pour seule obligation de choisir une offre pertinente, de faire une bonne utilisation des deniers publics et de ne pas contracter systématiquement avec un même fournisseur lorsqu'il y a plusieurs offres susceptibles de répondre à son besoin.</p> <p>L'acheteur doit tracer, de manière proportionnée à l'achat, la consultation, l'analyse et les arguments motivant le choix du prestataire.</p> <p>Si une procédure interne d'achat plus contraignante existe, celle-ci s'applique et doit être transmise au service instructeur.</p> <p>À défaut, les pièces justificatives suivantes doivent être transmises pour tracer les étapes de la procédure de passation (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sollicitations éventuelles de fournisseurs, consultation ; - plusieurs devis, catalogue de fournisseurs présélectionnés ou tout document probant équivalent ; - note de l'acheteur ou tout élément permettant de justifier la sélection du candidat. Au-delà de 40 000 euros HT (seuil actuel) et jusqu'aux seuils formalisés, les règles des marchés à procédure adaptée s'appliquent. (sauf procédure interne d'achat plus contraignante).

Indicateurs	Indicateurs de réalisation	ISO2.6 – Nombre d’actions de formation, d’information, de sensibilisation et d’accompagnement auprès d’acteurs du territoire (collectivités, citoyens, acteurs privés/publics/associatifs). La définition des indicateurs et les modalités de transmission des données relatives à ces indicateurs sont indiquées dans la Fiche méthode 1 « De la demande de subvention au conventionnement ».
Évaluation de l’objectif spécifique		Une évaluation dédiée à cet objectif spécifique (OS) est intégrée dans le plan d’évaluation du Programme régional. Il est possible que les bénéficiaires de l’aide soient invités à partager leurs retours d’expérience afin d’enrichir les analyses au cours de sa mise œuvre. En qualité de bénéficiaires de fonds européens, leur collaboration à ces demandes est essentielle
Modalités de mise en œuvre		
Contact	AAP-FEDER@iledefrance.fr	